

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 25 MARS 1926.

---

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice,  
le recrutement et les obligations de service <sup>(1)</sup>.

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. MARCK.

---

MESSIEURS,

### I

Voici, tout d'abord, un aperçu des lois sur la milice votées depuis l'armistice :

1° *Loi du 1<sup>er</sup> mars 1919.* — Cette loi régit le recrutement de la levée spéciale de 1919 comprenant les jeunes gens des classes 1914 à 1919, n'ayant pas fait ou ne faisant pas partie de l'armée. Elle maintient le temps de service prévu par les lois coordonnées de 1913 aux principes généraux desquelles elle se rallie tout en supprimant l'exemption du chef de pourvoyance. Toutefois, elle n'impose qu'un service de 4 mois aux soutiens de famille et exempte définitivement certains miliciens particulièrement intéressants;

2° *Loi du 15 novembre 1919.* — Tout en complétant la loi précédente, elle crée un régime de faveur pour les miliciens du contingent spécial mariés avant le 15 juillet 1919 en ne leur imposant qu'un service actif de 4 mois;

3° *Loi du 10 août 1920.* — Cette loi diffère les opérations de recrutement pour la classe de 1920, parce qu'il restait encore à incorporer les classes de 1918 et de 1919. Elle règle aussi certaines situations spéciales;

---

(1) Projet de loi, n° 149.

(2) La *Commission spéciale*, présidée par M. Pirmez, était composée :

1° des membres de la *Commission permanente de la Défense nationale* : MM. Berloz et Marck, *vice-présidents*, Ernest, Pierco et Van Hoeck, *secrétaires*, Buyl, de Birlot, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Fieullien, Goffaux, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Mathieu, Missiaen, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke.

2° de six membres nommés par les Sections : MM. Troclet, Hubin, Brusselmans, Somerhausen, Heyman, Winandy.

4° *Loi du 30 décembre 1920.* — Par cette loi, la durée du temps de service actif pour les classes de 1918, 1919, 1920, 1921 et 1922 est réduit :

- à 10 mois dans l'infanterie,
- à 13 mois dans la cavalerie et l'artillerie à cheval,
- à 12 mois dans les autres armes ou services;

5° *Loi du 5 août 1921.* — Cette loi laisse subsister le temps de service déterminé par la loi précédente, mais introduit dans les lois de milice coordonnées de 1913 certains principes nouveaux tels que l'instauration du service général sans privilèges ni restrictions, l'inaptitude physique donnant seule lieu à l'exemption;

6° *Loi du 10 mars 1923 et loi du 4 août 1923.* --- Fusionnées en vertu de l'arrêté royal du 13 août 1923. Elles forment notre loi actuelle sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

## II

La revision complète des bases de notre établissement militaire s'impose.

Qu'il nous soit permis de rappeler ici ce que disait, à ce sujet, M. le Premier Ministre Van de Vyvere au nom de son ministère dont faisait partie un de nos plus brillants généraux :

« Notre organisation actuelle plusieurs fois remaniée, sans vue d'ensemble, ne répond plus à la formule du minimum de sacrifices pour le maximum de rendement.

» Il en est résulté, entre l'armée et la Nation, un malentendu qu'il faut dissiper. S'il est insensé de refuser à l'armée les sacrifices nécessaires à la sécurité nationale, il serait injustifiable de gaspiller les prestations personnelles ou fiscales, qui pèsent lourdement sur un peuple en voie de relèvement, après une catastrophe sans précédent.

» La solution du problème militaire dépend de facteurs nombreux et complexes, parmi lesquels, la durée du temps de service, le mode de recrutement et de répartition, le nombre et l'organisation des unités, la formation et l'instruction des cadres, le caractère de plus en plus technique de la guerre, l'armement et le matériel, sont liés les uns aux autres par d'étroites relations.

» La formule de réorganisation ne pourrait être, dès à présent, précisée. Mais l'étude s'impose d'urgence. L'armée est une institution dont les rouages compliqués, destinés à jouer dans les moments les plus tragiques pour la Nation, ne peuvent être agencés au mépris de toutes les formules qui ont fait leurs preuves. Mais il faut être résolu à s'affranchir de toute tendance à priori et à faire de la question, dans son ensemble, une étude complète, loyale, objective. Il faut être prêt à accueillir les modalités nouvelles, si, tout en donnant satisfaction aux exigences impérieuses de la défense nationale, elles peuvent tenir compte des desiderata légitimes des populations, sur lesquelles repose le poids des prestations militaires.

» En attendant, l'armée demande que l'instruction de ses cadres soit faite moins dans des écoles qu'à la troupe, par des méthodes pratiques, s'inspirant, d'une part, de l'organisation du commandement et, d'autre part, d'une doctrine tactique ayant quelque stabilité, réglementée par des ordonnances concordantes qu'on attend avec impatience.

» Il est urgent dans ce but que les travaux faits par les hautes autorités militaires, avec le zèle le plus désintéressé, mais de points de vue différents, soient

coordonnés par une compétence responsable devant le pays, et que des attributions nettement définies règlent, sans latéralisme, les rapports des différents chefs entre eux. »

Le Gouvernement actuel estime, lui aussi, qu'il doit procéder, à bref délai, à la refonte totale de notre établissement militaire. Nous en trouvons la preuve dans la déclaration ministérielle du 23 juin 1925 et dans des discours prononcés à la Chambre et au Sénat par M. le Premier Ministre Poullet et par M. le général Kestens, Ministre de la Défense Nationale.

En attendant, il a déjà prescrit une réforme importante pouvant être réalisée immédiatement : la réduction du nombre de nos divisions actives. Nous n'insisterons pas sur cette réforme parce qu'il en a été longuement question au cours de la récente interpellation de MM. Franck et Devèze.

Le projet de loi que nous avons à examiner maintenant ne constitue pas une réforme mais une simple mesure dont le caractère transitoire et la portée temporaire ont été soulignés par le Premier Ministre Poullet dans son discours du 2 février dernier à la Chambre. Il ne s'appliquera qu'aux classes de milice 1925 et 1926.

### III

L'article 2 du projet prévoit certaines modifications aux litt. *b*, *c* et *d* de l'article 52 de la loi en vigueur et qui dit ce qui suit :

#### ART. 52.

- « a). . . . .
- » b) La durée du temps de service actif est fixée à 12 mois. Elle est de 13 mois pour la cavalerie, l'artillerie à cheval, l'artillerie montée, les corps de transport hippomobiles.
- » c) D'autre part, tout milicien désigné pour une école de sous-lieutenants de réserve, doit accomplir le terme de service actif imposé dans l'armée correspondant à cette école, ainsi qu'il est spécifié au litt. *b* ci-dessus, quel que soit l'arme ou le service auquel il a été primitivement affecté.
- » d) Les rappels sous les armes sont fixés comme suit :
  - » 1° Deux rappels de 6 semaines au total à effectuer d'après les instructions du Ministre de la Défense Nationale pendant que les miliciens appartiennent à la première et à la deuxième armée;
  - » 2° Pour les troupes d'armée proprement dites (artillerie d'armée, troupes de transmission, troupes de communication, aéronautique, pontonniers, chars de combat, etc.) ainsi que pour les troupes du service de santé, du service de l'intendance, du grand parc de campagne et pour les auxiliaires versés dans les corps de troupe, les miliciens sont soumis au cours des dix premières années à un certain nombre de rappels dont la durée totale ne dépassera pas celle fixée au 1° ci-avant;
  - » 3° Les miliciens officiers de réserve sont soumis à des rappels d'une durée totale de 6 mois. »

Ainsi donc, l'article 2 du projet de loi tend à modifier les dispositions de la loi actuelle qui règlent :

- a) La durée du service actif proprement dit;
- b) Les rappels.

a) *Durée du service actif.*

Le Gouvernement considère « que, sans porter atteinte à la solidité de l'armée, on peut, pour l'infanterie et les unités assimilées, rétablir le service de 10 mois, lequel a été mis en vigueur en Belgique peu après l'armistice et jusqu'à l'occupation de la Ruhr ». En conséquence, il propose de « réduire de 12 à 10 mois le terme de service à accomplir dans l'infanterie, certaines unités cyclistes, le corps des transports automobiles, les autos-canon-mitrailleurs et l'artillerie à traction automobiles ».

La Chambre se rappellera que l'antécédent invoqué par le Gouvernement existe réellement. En effet, la loi du 30 décembre 1923, venant après des lois qui avaient réduit à 4 mois le service d'un grand nombre de miliciens, a déterminé la durée du service actif, en ce qui concerne les miliciens de 1918, 1919, 1920, 1921 et 1922, à 10 mois pour l'infanterie.

On objecte qu'il ne s'est agi là que d'une mesure temporaire qui ne préjugait en rien de celle qui devait être proposée plus tard en vue de l'établissement de notre statut militaire. Nous sommes d'accord. Mais, toute temporaire qu'elle fût, elle a établi que le service de 10 mois était admissible. De plus elle a été appliquée à cinq classes de milice et n'a donc pu être considérée comme une simple expérience. Il y a lieu de remarquer aussi qu'elle fut admise à un moment où la solution des difficultés extérieures n'était dessinée que très vaguement. Le projet que nous examinons ne peut d'ailleurs être considéré comme devant résoudre définitivement la question de la durée du temps de service.

On objecte aussi que cette réduction du temps de service a été accompagnée d'une série de mesures destinées à assurer le rendement utile des classes à incorporer : la suppression des catégories dites privilégiées, la réduction de la durée des congés et l'utilisation au maximum du temps passé sous les drapeaux pour l'instruction militaire des hommes. Tout cela est exact. Mais ces mesures n'ont pas été abrogées jusqu'à présent et il n'est nullement question de leur abrogation dans le projet de loi en discussion.

La proposition du Gouvernement en ce qui concerne le temps de service de l'infanterie est à peu près la même que celle que fit, le 16 novembre 1922, M. Devèze, alors Ministre de la Défense Nationale et qui est aussi un des auteurs de la loi du 30 décembre 1920 instaurant le service de 10 mois. Voici le texte de l'article 54 du projet de loi de recrutement déposé le 16 novembre 1922 par MM. les Ministres Berryer et Devèze :

## ART. 54.

« a) . . . . .

» b) . . . la durée du temps de service actif est fixée comme suit :

» . . . 10 mois pour l'infanterie, les chasseurs cyclistes, les autos-canon-mitrailleurs de cavalerie, l'artillerie d'armée, à l'exception de l'artillerie anti-aérienne, le corps de transports automobiles. »

Ce projet alla même plus loin que celui du Gouvernement actuel puisqu'il ne proposa que 8 mois de service pour les troupes du service de santé et du service d'intendance, le grand parc de campagne, et pour les auxiliaires versés dans les armes.

Au cours de la discussion de son projet du 16 novembre 1922 (séance de la

Chambre du 29 mai 1923, amendement, n° 344) M. le Ministre Devèze proposa, par un amendement, de porter le terme de service de 10 mois à 14 mois aussi longtemps que l'armée aurait à assurer en dehors du territoire national des missions de police, de garde ou d'occupation.

Dans la séance de la Chambre du 3 juillet 1923 (amendement, n° 359), il modifia son projet primitif et, par l'article 3, porta la durée du temps de service à 12 mois pour l'infanterie et à 13 mois pour la cavalerie, etc., tout en consacrant le principe de son amendement du 29 mai 1923 par la prolongation de ce temps de service de 2 mois.

Le texte même de cet amendement, les explications fournies par M. Devèze au sujet de cet amendement et des modifications apportées au projet primitif et, enfin, les discussions qui ont suivi prouvent que le service de 10 mois n'a été « abandonné » que parce que, notre armée ayant occupé la Ruhr, il fallait, de l'avis des chefs militaires, assurer la sécurité de nos troupes par un temps de service plus long.

On a objecté que si M. le Ministre Devèze a proposé un service de 10 mois ce n'est que sous certaines conditions. Mais, ainsi que l'a fait remarquer fort justement M. le Premier Ministre à la séance du 2 février dernier, « il tombe sous le sens que, dans l'espace de deux à trois mois qui séparait le vote et l'entrée en vigueur de la loi de 1923 et l'arrivée de la classe de 1923 sous les drapeaux, cette série de conditions n'était pas réalisable.

Une de ces conditions était la préincorporation. Or, pour la classe de 1923, il ne pouvait sûrement plus être question de cette innovation, qui, d'après le général Gillain, était prématurée aussi longtemps que les cours d'éducation physique n'auraient pas fonctionné pendant un certain nombre d'années. (Rapport au Sénat.)

Au cours d'un récent débat, il a été beaucoup question de l'avis de l'ancien Ministre de la Défense Nationale, le général Kestens, sur la possibilité du service de 10 mois. Cet avis se trouve en toutes lettres dans les *Annales parlementaires* du lundi 28 décembre 1925.

« Je puis annoncer dès maintenant, disait le Ministre Kestens, que le projet de loi, en substance, réduira le temps de service fondamental à 10 mois. J'appelle temps de service fondamental celui qui est applicable aux unités où il n'y a pas de raison majeure pour exiger un temps de service plus long, tels l'infanterie, les cyclistes, les corps des automobiles. »

On a dit que le général Kestens ne voulait pas de service de 10 mois sans une préincorporation de 2 mois pour tous ceux qui n'étaient pas préparés physiquement. Mais à cela on répond : qu'il voulait le service de 10 mois dès la classe 1926, alors qu'il devait savoir que l'application de la préincorporation à cette classe présentait d'énormes difficultés et était même impossible. En effet, au moment où le projet de loi du général-Ministre Kestens était annoncé, les bureaux de recrutement étaient en plein travail d'incorporation. La visite des miliciens de la nouvelle levée s'est d'ailleurs terminée le 31 janvier 1926.

Or, l'épreuve d'éducation physique imposée aux miliciens doit normalement, logiquement avoir lieu lors de leur comparution devant le bureau de recrutement. Quant au système de la préincorporation lui-même, voir ci-dessus l'avis du général Gillain.

Le projet de loi maintient le service de 12 mois pour les armes techniques ainsi que pour les miliciens aptes uniquement au service auxiliaire et le service de 13 mois pour les troupes montées.

A la demande de plusieurs de ses membres, votre Commission a demandé, à ce sujet, des explications au Gouvernement.

Voici les questions que nous avons posées et les réponses qui nous sont parvenues :

**Question.**

*Le 4<sup>e</sup> de l'article 2 du projet prévoit un service de 12 mois pour les militaires aptes uniquement au service auxiliaire. Les autorités militaires admettent-elles que l'instruction militaire de ces miliciens n'exige pas un service de 12 mois? Et dans l'affirmative, un service de 12 mois est-il indispensable pour mettre ces miliciens au courant des emplois qui leur sont confiés? Quels sont ces emplois? Leur permanence ne peut-elle être assurée par un service de 10 mois ainsi que le prévoyaient antérieurement certains projets de la loi sur la milice?*

**Réponse.**

L'instruction militaire des auxiliaires n'exige pas un service de 12 mois; cette instruction très sommaire a une durée maximum de 6 semaines.

Un service de 12 mois n'est pas indispensable pour mettre les auxiliaires au courant des emplois qui leur sont confiés. Les auxiliaires (comme les autres miliciens employés) ne sont pas affectés à un emploi pour se mettre au courant de cet emploi, mais bien pour assurer effectivement cet emploi.

La plupart des emplois doivent fonctionner pendant toute l'année : hôpitaux, boulangeries, boucheries, dépôts et parcs d'effets et de matériel, établissements de fabrication, bureaux, services territoriaux, entretien des chevaux, etc.

Si le terme de service imposé aux auxiliaires était fixé à moins de 12 mois, les emplois devraient, pendant le laps de temps pour parfaire 12 mois :

1° Être assurés par des aptes à prélever sur les unités d'instruction au grand détriment de l'existence de celles-ci, comme aussi au détriment de l'instruction militaire des aptes intéressés.

2° Être assurés par des civils, ce qui coûterait fort cher.

\* \*

Le nombre d'emplois *inévitables* dans l'organisation actuelle de l'armée est d'environ 11,000, qui se répartissent comme suit :

D'abord *certaines services* absorbent bon nombre de miliciens qui sont prélevés en grande partie sur ceux exclusivement aptes aux services auxiliaires. Ce sont :

|                                              |       |
|----------------------------------------------|-------|
| Service de Santé. . . . .                    | 1,300 |
| Service de l'Intendance. . . . .             | 750   |
| Grand Parc d'Armée . . . . .                 | 600   |
| Établissement de fabrication . . . . .       | 360   |
| Écoles d'armes (noyaux permanents) . . . . . | 350   |
| Parc du génie d'armée . . . . .              | 60    |
| TOTAL. . . . .                               | 3,420 |

Ensuite, il faut *hors les corps*, des employés pour assurer les services des bureaux, des dépôts, du dépôt de remonte, du Ministère, etc.

Enfin, dans *les corps de troupes eux-mêmes*, il faut également, un certain nombre d'employés.

Voici, par exemple, pour un régiment d'infanterie, le nombre d'employés strictement nécessaires quand le contingent est au complet :

|                                                     |            |
|-----------------------------------------------------|------------|
| Cantinier . . . . .                                 | 1          |
| Cuisiniers troupe . . . . .                         | 6          |
| Cuisiniers sous-officiers . . . . .                 | 3          |
| Cuisiniers officiers . . . . .                      | 3          |
| Employés des économes . . . . .                     | 3          |
| Gardes réfectoires . . . . .                        | 26         |
| Serveurs de mess d'officiers . . . . .              | 3          |
| Serveurs de mess de sous-officiers . . . . .        | 3          |
| Employé pour le tirage des ordres du jour . . . . . | 1          |
| Planton . . . . .                                   | 1          |
| Employés de casernement . . . . .                   | 6          |
| Coiffeur . . . . .                                  | 1          |
| Volants . . . . .                                   | 8          |
| Cordonniers . . . . .                               | 8          |
| Tailleurs . . . . .                                 | 8          |
| Employés parc et dépôt . . . . .                    | 12         |
| Ordonnances officiers montés . . . . .              | 7          |
| <b>TOTAL.</b> . . . .                               | <b>100</b> |

#### Question.

*Une aptitude spéciale est-elle exigée des miliciens désignés pour le service de l'intendance? Le projet du Ministre Devèze ne prévoyait-il pas pour ces miliciens un service de 8 mois?*

*Comment se justifie la proposition faite dans le projet en ce qui concerne ces miliciens?*

#### Réponse.

Il n'est pas exigé d'aptitudes spéciales des miliciens désignés pour le service de l'intendance, sauf pour les boulangers, les bouchers, les meuniers et les ouvriers des fabriques de chaussures et de vêtements de Thielt et de Roulers, les autres occupent des emplois divers non spécialisés dans les boulangeries, boucheries, magasins à fourrages, magasins de couchage, magasins de petits vivres, magasins de viande congelée, *organismes qui doivent fonctionner sans interruption au cours de toute l'année.*

Il est à remarquer que tout service qui doit fonctionner sans interruption pendant toute l'année exige la présence permanente des hommes pendant 12 mois au moins. Toute réduction de ce terme exigerait une augmentation du contingent affecté au service de l'intendance à prélever sur les troupes combattantes.

Le projet de M. Devèze prévoyait, en effet, un service de 8 mois pour la catégorie de miliciens envisagée ci-dessus. L'Exposé des motifs de ce projet comporte au sujet des raisons de la courte durée de ce terme, le passage suivant imposant les rappels aux auxiliaires :

« Les hommes reconnus aptes seulement aux services auxiliaires sont soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne les rappels; ceux-ci sont nécessaires pour pallier à la pénurie d'effectifs qui existera dans les corps d'infanterie pendant 2 mois de l'année et dans les régions entières pendant que les troupes en garnison dans ces régions se trouveront au camp.

» Pendant ce temps, il est indispensable que les services généraux continuent à être assurés; les auxiliaires rappelés en seront « chargés ».

Mais la réduction à 8 mois du terme de service imposé aux miliciens des services de l'intendance, entraînait la nécessité d'affecter annuellement à ce service 3,000 miliciens au lieu de 1,500 qui lui étaient nécessaires en permanence à ce moment.

**Question.**

*Est-il exact que les miliciens attachés au service des chars d'assaut n'y sont astreints à aucune besogne technique et n'est-il pas possible de proposer pour eux un service de 10 mois ?*

**Réponse.**

Exception faite pour le premier mois de présence sous les drapeaux consacré à l'instruction militaire, les miliciens incorporés au régiment des chars de combat, reçoivent pendant toute la durée de leur service actif, une instruction pour ainsi dire exclusivement technique.

Cette instruction comporte :

a) *L'École du mécanicien de char :*

La technique automobile (théorie et pratique) y compris la recherche méthodique des pannes.

*L'étude du char de combat :* Nomenclature, fonctionnement, caractéristiques, entretien, soins divers.

*La formation des dépanneurs :* Instruction exclusivement pratique ayant pour but de mettre tout homme à même de dépanner un char (dépannage de champ de bataille).

*L'emploi du matériel.*

*Les réglages.*

Les réparations usuelles qui sont de la compétence d'un mécanicien de char, en temps de paix et sur le champ de bataille.

b) *La conduite du char :*

*Instruction individuelle.* Conduite en terrain plat et en terrain varié, dépannage de terrain, recherche d'objectifs et de cheminements.

*Instruction collective.* Évolutions de la section des chars.

*Exercices de combat.*

Indépendamment de cette instruction qui prend la majeure partie du temps de présence sous les drapeaux, nos miliciens reçoivent :

a) *L'instruction du tir.* Tous les hommes reçoivent l'instruction du tir au pistolet, à la mitrailleuse et au canon de 37 mm.

b) *L'instruction tactique* indispensable pour combattre en liaison avec l'infanterie (faute de temps il n'est pas possible de donner à cette instruction tout le développement désirable).

c) *Exercices d'embarquement sur remorque.*

Les candidats gradés (miliciens) reçoivent en outre l'instruction du chef de char.

Un certain nombre de miliciens, une quarantaine par contingent, ne reçoivent pas une instruction aussi complète que celle indiquée ci-dessus. Ce sont :

a) *Les conducteurs de tracteurs avec remorque porte-chars.*

Après 6 mois de service ces hommes passent à la section de transport et y reçoivent l'instruction de conducteurs de tracteurs.

b) *Les ouvriers.* Après 4 mois de service ils passent à la compagnie d'ouvriers, où ils font la besogne technique, au sens unique que paraît seul envisager la commission.

c) Les hommes uniquement aptes au service auxiliaire sont traités d'après le régime commun établi pour les militaires de cette catégorie.

En résumé, la grande majorité du programme d'instruction du régiment de C. C. ne comporte que de la besogne technique.

L'application de ce programme minimum d'instruction des hommes de chars, ne permet pas d'envisager une réduction du temps de service pour les miliciens en service au C. C.

Le temps de service actuel est à grand peine suffisant si l'on veut considérer que l'homme de chars n'est réellement apte qu'après avoir passé successivement :

- par la période d'instruction recrue de 4 mois minimum (apprentissage);
- par la période de confirmation de 4 mois, au cours de laquelle peut se placer la période de tir;
- par la période de perfectionnement de 4 mois (revision des deux premières périodes) qui comporte plus spécialement et de façon plus étendue les évolutions au matériel, les travaux en liaison avec l'infanterie, le combat et le détachement aux manœuvres des C. A. et la formation des dépanneurs.

#### Question.

*Est-il exact que la très grande majorité des miliciens désignés pour l'aéronautique ne sont astreints, en fait, qu'à une besogne de manœuvre qu'après 4 ans de service ils sont versés dans l'infanterie?*

*N'y a-t-il pas moyen, dans ces conditions, de ne leur imposer qu'un service de 10 mois?*

#### Réponse.

Sur 1,450 miliciens affectés annuellement à l'aéronautique militaire, il y en a : 887 au minimum exerçant des spécialités définies et qui ne sont admis à servir à l'aéronautique militaire qu'après avoir satisfait à une épreuve professionnelle préalable ;

563 au maximum n'exerçant pas une profession définie et désignés pour les bureaux de recrutement sans intervention de l'aéronautique militaire.

Il est exact que des miliciens de l'aéronautique soient versés, après 4 ans de service, dans l'infanterie. Cela a été fait, en 1920 et 1921, pour éviter que, par l'incorporation annuelle d'un double contingent, l'aéronautique militaire conserve sur ses contrôles des effectifs ne correspondant pas à ses besoins du moment.

Depuis la classe de 1920, tous les miliciens restent normalement sur les contrôles de l'aéronautique militaire jusqu'à la quinzième classe.

S'il est exact que 563 miliciens environ sont utilisés comme manœuvres, il est inexact de croire que l'instruction de ces militaires est nulle en dehors de l'instruction militaire élémentaire. Ce sont ces militaires qui entretiennent les avions, qui assurent le plein d'essence, d'huile et d'eau, qui assurent les manœuvres de placer et d'enlever les moteurs, qui manient les appareils au sol, (on doit savoir où chaque type doit être soulevé pour ne pas amener des déformations dangereuses), qui assurent le montage et le démontage des hangars de campagne et qui à l'aérostation assurent la manœuvre du ballon, qui sitôt sorti de son hangar exige, en dehors de l'équipe treuil, 48 soldats. Ces 563 miliciens reçoivent une instruction aéronautique.

Réduire à 10 mois le service de ces miliciens conduirait à diminuer leur rendement, qui doit être permanent puisqu'on vole et on fait des ascensions toute l'année et si la chose pouvait être envisagée au point de vue instruction, ce ne serait qu'à la condition d'augmenter les effectifs, de manière à disposer en tout temps pendant la période d'été (1<sup>er</sup> mars au 30 octobre) d'un nombre d'hommes

instruits égal à l'effectif actuel en dessous duquel il est impossible de descendre sauf au détriment à la fois de l'instruction, de la sécurité du personnel et du coût de l'exploitation de nos moyens aéronautiques.

**Question.**

*Y aurait-il lieu d'imposer un service de 12 mois aux miliciens attachés aux troupes de Chemins de Fer, si ces miliciens étaient tous des hommes de métier?*

**Réponse.**

Même si tous les miliciens, affectés aux troupes de Chemins de Fer, étaient des hommes de métier *formés*, il y aurait lieu de leur imposer un service de 12 mois; le R. C. F. doit, en effet, assurer d'une façon continue le service (exploitation, traction et entretien) des voies de 0 60 dans les camps de Brasschaet, Beverloo et Elsenborn, ainsi que celui de la voie normale reliant la gare civile de Cappellen au camp de Brasschaet; il doit également disposer en permanence de personnel pour l'entretien et la réparation des moteurs (à vapeur et à essence), des machines-outils et de l'outillage. Avec une incorporation unique, et service de 12 mois ou moins, ces travaux permanents ne seraient pas assurés, puisque les 2 premiers mois après l'entrée sous les armes des recrues sont, en principe, consacrés à l'instruction militaire. Avec le système de la double incorporation (par demi-contingent à 6 mois d'intervalle) et service de moins de 12 mois, ces travaux permanents seraient d'autant moins bien assurés que la durée du terme de service descendrait en dessous de 12 mois.

Il est d'ailleurs à remarquer qu'il est matériellement impossible de fournir au R. C. F. des classes composées exclusivement d'hommes de métier *formés*, spécialement en ce qui concerne les piocheurs et les machinistes (métiers où il est demandé respectivement 313 et 75 miliciens sur un contingent de 670).

Le nombre des *piocheurs* des Chemins de Fer Belges, incorporés annuellement au R. C. F., est toujours inférieur au nombre théorique ci-dessus; nous sommes donc fatalement dans l'obligation de donner l'instruction de piocheur à des miliciens exerçant d'autres métiers.

D'autre part, les Chemins de Fer Belges ne peuvent fournir en remplacement des *machinistes*, que des *chauffeurs*, dont nous formons des *machinistes militaires*; à l'administration des Chemins de Fer Belges, les chauffeurs ne sont promus machinistes qu'après un temps de service déjà considérable. Les chauffeurs des Chemins de Fer Belges que nous recevons comme miliciens ne deviennent *machinistes militaires* qu'après 17 semaines et 10 jours (soit : 4 semaines d'instruction militaire seule; 13 semaines de cours de machinistes pendant lesquels l'instruction militaire est complétée, et enfin 10 jours de stage dans les ateliers). Si l'on tient compte de ce que les militaires détachés dans les exploitations doivent rentrer en garnison 2 semaines avant leur départ en congé illimité, on constate qu'avec 12 mois de service, le système de la double incorporation à 6 mois d'intervalle ne laisse disponible qu'un peu plus de 5 semaines pour la remise du service de la traction dans les exploitations, ce qui doit être considéré comme un minimum.

**Question.**

*Pourquoi vouloir imposer un service de 13 mois aux hommes des corps de transports hippomobiles, alors qu'on a prévu antérieurement pour eux un service de 12 mois?*

**Réponse.**

Sous le régime des lois de milice coordonnées (1913), le terme de service actif imposé au corps des transports était de 21 mois.

Sous l'empire de la loi de milice du 30 décembre 1920, applicable aux classes de 1918, 1919, 1920, 1921 et 1922, le terme de service actif à accomplir par les miliciens du C. T. hippomobile fut fixé à 12 mois.

Il est à noter que sous le régime de cette loi, il devait être incorporé *deux classes* par an, à 6 mois d'intervalle. Il est à noter aussi que l'effectif des classes de 1920, 1921 et 1922 fut respectivement de 64,000, 65,000 et 62,000 hommes. Ces forts effectifs comme aussi le chevauchement de deux classes par an, ont permis au corps des transports d'assurer sa mission avec 12 mois de service, sauf que pendant la période de décembre 1922 à juin 1923, les effectifs sous les armes furent assez sensiblement réduits. Pendant cette période, le C. T. fut dans l'impossibilité d'assurer sa mission, on dut y suppléer par le concours des autres corps, dont une partie du charroi et du personnel dut assurer les corvées de transport au détriment de l'instruction.

L'occupation de la Ruhr, en janvier 1923, fut particulièrement critique pour les C. T. (comme aussi pour d'autres armes); le petit détachement nécessaire ne put être constitué que très péniblement par prélèvement sur tous les C. T. de Belgique.

Aussi, le projet de loi de milice de M. Devèze et la loi de milice actuelle comportent-ils un terme de service de 13 mois pour le C. T. hippomobile, de manière à avoir un chevauchement d'un mois lors des incorporations.

Le service que doit assurer le C. T. est permanent et continue pendant toute l'année; de nombreux transports sont demandés journellement dans toutes les garnisons, tant pour les établissements et les services que pour les troupes.

Les effectifs du C. T. ont, en outre, été réduits au strict minimum.

#### Question.

*Y a-t-il nécessité absolue d'imposer un service de 13 mois aux miliciens désignés pour les écoles de sous-lieutenants de réserve, alors que l'instruction militaire de ces jeunes gens est intensive et que ceux-ci ont fait tous des études moyennes, normales ou supérieures (Pourquoi ne pas maintenir le texte actuel de la loi? Art. 52, litt. c.) ?*

#### Réponse.

Une durée de service de 13 mois n'est envisagée que pour les candidats S. L. R. des armes montées.

Il est nécessaire de maintenir cette durée parce que :

1° 12 mois sont reconnus comme le minimum nécessaire pour former un S. L. R. d'arme *non montée* (1. Gn. A. de D. A. A.)

Demander 1 mois de plus pour enseigner l'équitation, la connaissance du cheval et les branches qui se rapportent à la science équestre n'est pas exagéré; 13 mois sont donc indispensables pour former un S. L. R. d'arme montée.

2° La durée des cours servant à former les jeunes sous-lieutenants *de l'active* est, pour les armes montées, de 10 mois, alors qu'elle n'est que de 8 mois pour les sous-lieutenants des armes non montées. Pour les sous-lieutenants de réserve, on se contente de 1 mois au lieu de 2 mois supplémentaires.

3° Les miliciens incorporés dans les armes montées accomplissent 13 mois de service; les meilleurs d'entre eux sont spécialement préparés aux fonctions de sous-officiers de réserve; il serait pour le moins paradoxal d'exiger 13 mois d'un futur sous-officier de réserve alors qu'on en demanderait que 12 à un futur officier de réserve et ce, d'autant plus, que parmi les miliciens il s'en trouve qui, par leur degré d'études sont aptes à être affectés à une E. S. L. R. mais n'y ont pas été admis, soit parce que non désireux, soit par pléthore de candidats.

4° Les études faites antérieurement par les candidats S. L. R. permettent d'aborder immédiatement les théories scientifiques militaires, comme des appli-

cations des cours scientifiques vus précédemment par eux : la durée du séjour dans les écoles peut ainsi être réduite au minimum.

L'enseignement donné dans les E. S. L. R. est purement militaire et les études particulières faites par les intéressés, qu'ils soient ingénieurs, avocats, notaires, professeurs, instituteurs, n'ont aucune influence sur le programme qui leur est développé.

En résumé, il y a lieu de maintenir à 12 mois, la durée du service à accomplir par un candidat S. L. R. des armes non montées et à 13 mois celle des candidats des armes montées.

L'article 52, litt. c de la loi actuelle doit être modifié en conséquence.

. \* .

La majorité de votre Commission n'a pas été convaincue par ces réponses, de la nécessité d'appliquer le temps de service proposé à certaines des catégories de miliciens indiquées ci-dessus. Néanmoins, elle est disposée à voter le projet parce que celui-ci n'est que temporaire. Elle veut d'ailleurs reconnaître que les miliciens auxquels le projet impose, selon elle, un temps de service exagéré, jouissent d'un avantage sérieux en étant dispensés des rappels.

#### b) *Rappels.*

La loi de 1923 fixe les rappels sous les armes comme suit :

1° Deux rappels de 6 semaines au total à effectuer d'après les instructions du Ministre de la Défense nationale pendant que les miliciens appartiennent à la première et à la deuxième armée;

2° Pour les troupes d'armée proprement dites ainsi que pour les troupes du service de santé, du service de l'intendance, du grand parc de campagne et pour les auxiliaires versés dans les corps de troupe, les miliciens sont soumis à un certain nombre de rappels dont la durée totale ne dépassera pas celle fixée au 1° ci-dessus.

Le projet du Gouvernement stipule que les miliciens reconnus aptes au service armé, à l'exception de ceux affectés aux troupes du service de santé et du service d'intendance, aux compagnies de subsistance des corps de transport hippomobiles, au grand parc d'armée et aux établissements de fabrication, seront soumis à un ou plusieurs rappels sous les armes d'une durée totale de 6 semaines.

. \* .

L'application de ce projet de loi à la classe de 1925, a déjà fait l'objet d'une longue discussion à la Chambre. Dès lors, nous avons estimé qu'il était inutile d'insister dans ce rapport; sur ce point qui est suffisamment connu. Nous nous bornerons à reproduire ici la question qui a été posée à ce sujet par la Commission au Ministre de la Défense nationale et la réponse de celui-ci :

#### Question.

*Comment l'instruction de la classe de 1925 jouissant de la réduction du temps de service sera-t-elle assurée?*

#### Réponse.

Dès le début de cette année, des directives spéciales ont été données aux chefs de corps par circulaire ministérielle en vue d'assurer l'instruction de la classe de 1925 et sa participation aux tirs de combat et aux manœuvres.

## IV

L'article premier du projet de loi a pour objet la suppression du littéra b) de l'article 2 de la loi en vigueur et qui dit ce qui suit :

## ART. 2.

« a) . . . . .

» b) L'armée active et sa réserve comprennent :

» Une première armée constituée, en principe, par les unités actives du pied de paix ;

» Une deuxième armée constituée, en principe, par les formations de réserve du pied de paix ;

» Une réserve d'alimentation commune aux deux armées ;

» Des troupes auxiliaires ».

Votre Commission n'a pas voulu se prononcer sur cette modification sans s'être renseignée sur la portée de celle-ci.

Elle s'est donc adressée à M. le Ministre de la Défense nationale, qui lui a fourni les explications suivantes :

## Réponse.

Quoique la deuxième armée figurât officiellement et organiquement dans la brochure donnant l'organisation de l'armée sur le pied de paix de 1923, elle a toujours été inexistante en fait.

Il était donc opportun de faire disparaître la notion de la deuxième armée dans la réorganisation de l'armée actuellement en cours.

Les unités de première réserve ont même été complètement absorbées par les unités actives qui les administreront en temps de paix et les constitueront au moment de la mobilisation.

Cette innovation aura pour résultats essentiels :

1° D'établir une liaison plus étroite entre les unités actives et les unités de réserve qu'elles constituent ;

2° De supprimer certains cadres, notamment les E. M. des divisions et régiments de réserve qui ne pouvaient guère être utilisés à plein ;

3° De ne pas dévoiler dans la brochure du pied de paix non confidentielle notre organisation du pied de guerre.

En conclusion, on doit affirmer que l'existence de la deuxième armée n'est pas défendable :

1° Elle est inutile, car sa disparition n'amènera que des avantages pour la mobilisation ;

2° Elle est coûteuse, car elle exige de nombreux cadres (généraux, officiers, sous-officiers) et des hommes presque complètement inactifs en temps de paix ;

3° Elle est dangereuse, car elle semble créer entre les divisions de l'active et de réserve une différence qui pourrait influencer désagréablement sur leur emploi en temps de guerre. En réalité, les première et deuxième armées ne forment qu'une armée : l'armée de campagne ;

4° Cette organisation n'existe dans aucun pays et n'a jamais existé sous cette forme.

Après avoir examiné cette réponse, la majorité de votre Commission s'est ralliée à la façon de voir du Gouvernement.

## V

Un membre a attiré l'attention de la Commission spéciale sur « les grandes difficultés qu'éprouvent les communes et les diverses directions d'écoles primaires, lorsque des instituteurs en fonction sont appelés au service militaire et qu'ils doivent être remplacés par des intermédiaires. Ceux-ci — a déclaré ce membre — sont tellement rares que parfois des institutrices doivent enseigner dans des écoles de garçons ». On croit généralement qu'il y a beaucoup d'instituteurs et d'institutrices diplômés. C'est vrai pour les institutrices, mais quant aux instituteurs, si l'on veut bien consulter le mémorial administratif du mois de février 1926, on constatera que s'il y a en Brabant 59 institutrices intérimaires en disponibilité, il n'y a que 13 instituteurs; dans la province de Namur, 13 institutrices contre 1 instituteur; en Flandre orientale, 24 contre 4 instituteurs disponibles. Il est donc à craindre que l'enseignement primaire ne souffre beaucoup de cette pénurie d'instituteurs intérimaires. La question que posait l'honorable M. Melckmans le 24 février dernier (n° 73), a amené une réponse ministérielle qui fait prévoir une crise aiguë.

Ce membre de la Commission spéciale s'est demandé « s'il n'y aurait pas lieu, dans l'intérêt bien compris de la jeunesse, d'examiner s'il ne serait pas indispensable de rétablir de nouveau pour les instituteurs en fonction depuis au moins un an les mesures transitoires de l'article 85, litt. c, de la loi de milice ».

## VI

Les dispositions de l'article 87 de la loi de milice, permettant de prolonger de 2 mois le terme de service actif « jusqu'au moment où auront pris fin les mesures exceptionnelles de contrainte en Allemagne occupée », n'ont jamais été appliquées qu'à la classe de 1923.

Elles sont donc virtuellement abrogées depuis deux ans.

En conséquence, votre Commission vous propose de supprimer aussi le dit article.

L'ensemble du projet a été adopté par 12 voix contre 3.

*Le Rapporteur,*

H. MARCK.

Pour le Président :

*Le Vice-Président,*

E. BERLOZ.

---

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 25 MAART 1926.

---

Wetsontwerp tot wijziging van de wet op de militie, de werving  
en de dienstverplichtingen <sup>(1)</sup>.

---

## VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE <sup>(2)</sup>, UITGEBRACHT  
DOOR DEN HEER MARCK.

---

MIJNE HEEREN,

### I

Ziehier vooreerst een overzicht van de sedert den wapenstilstand aangenomen militiewetten :

1<sup>o</sup> *Wet van 1 Maart 1919.* — Deze wet regelt de werving van de bijzondere lichting voor 1919, omvattende de jongelieden behorende tot de klassen 1914 tot 1919, welke van het leger geen deel uitmaken of uitgemaakt hebben. Zij behoudt den dienstdienst voorzien bij de samengeordende wetten van 1913, bij welke algemeene beginselen zij zich aansluit mits afschaffing van de vrijstelling uit hoofde van onderstand. Echter, legt zij slechts een dienstdienst van vier maanden op aan de kostwinnende zonen en stelt voorgoed vrij sommige zeer belangwekkende militieplichtingen ;

2<sup>o</sup> *Wet van 15 November 1919.* — Met aanvulling van de voorgaande wet, voert deze wet een gunstregeling in ten voordeele van de militiens van het bijzonder contingent, die gehuwd waren vóór 15 Juli 1919, hun slechts een actieven dienst van vier maanden opleggende ;

3<sup>o</sup> *Wet van 10 Augustus 1920.* — Deze wet verdaagt de wervingsverrichtingen voor de klasse 1920, omdat nog de klassen van 1918 en van 1919 moesten ingelijfd worden. Zij regelt insgelijks sommige bijzondere toestanden ;

---

<sup>(1)</sup> Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 149.

<sup>(2)</sup> De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit :

1<sup>o</sup> de leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren Berloz en Marck, ondervoorzitters, Ernest, Pierco en Van Hoeck, secretarissen, Buyl, de Burllet, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Fieullien, Goffaux, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Mathieu, Missiaen, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke.

2<sup>o</sup> Zes leden benoemd door de afdelingen voor Januari : de heeren Troclet, Hubin, Brusselmans, Somerhausen, Heyman, Winandy.

4<sup>o</sup> *Wet van 30 December 1920.* — Door deze wet wordt de actieve dienstdtijd voor de klassen 1918, 1919, 1920, 1921 en 1922 verminderd op :

- 10 maand in de infanterie,
- 13 maand in de cavalerie en de bereden artillerie,
- 12 maand in de overige wapens of diensten;

5<sup>o</sup> *Wet van 5 Augustus 1921.* — Deze wet laat den dienstdtijd, bij de vorige wet bepaald, voortbestaan, doch brengt in de samengeordende militiewetten van 1913 sommige nieuwe beginselen, zooals de invoering van den algemeenen dienstdplicht zonder voorrechten noch beperkingen; alleen de lichamelijke ongeschiktheid is een reden tot vrijstelling;

6<sup>o</sup> *Wet van 10 Maart 1923 en wet van 4 Augustus 1923.* — Samengeschalkeld bij Koninklijk besluit van 15 Augustus 1923. Zij vormen onze bestaande wet op de militie, de werving en de dienstdverplichtingen.

## II

De volledige herziening van de grondslagen van ons militair statuut dringt zicht op.

Het weze ons toegelaten hier te herhalen wat, dienaangaande werd gezegd door den Eersten Minister, den heer Van de Vyvere, namens zijn Ministerie waarvan een onzer schitterendste generaals deel uitmaakte :

» Onze huidige inrichting, herhaaldelijk zonder onderling verband gewijzigd, beantwoordt niet meer aan de formule : minimum van opoffering en maximum van dienstdlevering.

» Tusschen leger en natie heeft zulks een misverstand doen ontstaan dat dient opgeklaard. Het ware onzin aan het leger de opofferingen te weigeren, die voor 's lands veiligheid noodig zijn, en het is ook onbillijk de persoonlijke of fiskale prestaties te verspillen, die zwaar drukken op een volk dat, na eene ramp zonder voorgaande, nog opbeuring noodig heeft.

» De oplossing van het militaire vraagstuk houdt verband met talrijke en ingewikkelde factoren, waaronder den duur van den dienstdtijd de wijze van aanwerving en indeeling, het aantal eenheden en hunne inrichting, de vorming en de opleiding der kaders, het meer en meer technisch karakter van den oorlog, de uitrusting en het materieel, die alle nauw met elkaar verband houden.

» De formule van herinrichting kan van nu af niet nauwkeurig aangegeven worden. Toch is de studie ervan eene dringende noodzakelijkheid.

» Het leger is eene instelling waarvan het ingewikkeld raderwerk, dat in actie moet komen in de meest noodlottige oogenblikken voor de Natie, en dus niet mag incengestoken zijn met minachting van alle formules, die de proef hebben doorstaan.

» Maar men moet er vast toe besloten zijn zich te ontdoen van elke aprioristische neiging en men moet het vraagstuk in zijn geheel aan een volledige, loyale en zakelijke studie onderwerpen. Men moet bereid zijn de nieuwe modaliteiten te aanvaarden, indien deze met inachtneming van de gebiedende eischen van 's lands verdediging, ook rekening kunnen houden met het gewettigd verlangen der bevolking, die den last der militaire dienstdleveringen draagt.

» In afwachting, vraagt het leger dat zijne kaders zouden onderdricht worden niet zoozeer in de scholen dan wel onder manschappen door het aanwerven van

praktische methoden, steunend enerzijds op de inrichting van de legerleiding, en anderzijds op een eenigszins vast leerstelsel in zake tactiek, geregeld door samenhangende ordonnantiën, die met ongeduld worden verwacht.

» Te dien einde is het dringend noodig dat de werkzaamheden, welke door hogere militaire overheden, met den meest belangloozen ijver, maar van verschillend standpunt uit, worden verricht, zouden geordend worden door een bevoegdheid, die verantwoordelijk staat tegenover het land; ook is het nog dringend noodig dat door duidelijk omschreven attributië, zonder zijdelingsch gezag, de betrekkingen worden geregeld van de verschillende dienstoversten onder elkaar. »

De huidige Regeering is ook van gevoelen dat zij, onverwijld, moet overgaan tot de algeheele omvorming van ons militair statuut. Wij vinden daarvan het bewijs in de ministerieele verklaring van 23 Juni 1925 en in de redevoeringen, in Kamer en Senaat, uitgesproken door den Eersten Minister, den heer Pouillet, en door generaal Kestens, Minister van Landsverdediging.

In afwachting, werd reeds eene belangrijke hervorming voorgeschreven, welke dadelijk zou kunnen verwezenlijkt worden : de vermindering van het getal onzer actieve divisies. Wij zullen op deze hervorming niet aandringen, omdat daarover lang en breed is uitgeweid geworden tijdens de onlangs gehouden interpellatie van de heeren Franck en Devèze.

Het wetsontwerp dat wij thans moeten onderzoeken is geen hervorming, doch een eenvoudige maatregel, wiens overgangskarakter en tijdelijke strekking werden aangegeven door den Eersten Minister, den heer Pouillet, in zijne redevoering van 2 Februari j. l., in de Kamer. Het is slechts van toepassing op de militie-klassen van 1925 en 1926.

### III

Artikel 2 van het ontwerp voorziet zekere wijzigingen in litt. *b*, *c* en *d* van artikel 52 van de wet dat luidt als volgt :

#### Art. 52.

« *a*) . . . . .

» *b*) De duur van den actieven dienstdtijd wordt vasgesteld op twaalf maanden. Hij bedraagt dertien maanden voor de cavalerie, de rijdende artillerie, de bereden artillerie, de paardenvervoerkorpsen.

» *c*) Anderzijds, moet ieder voor eene school voor reserve-onderluitnants aangewezen militieplichtige den actieven dienstdtijd vervullen, opgelegd in het wapen dier school, naar luid van litt. *b* hierboven, om het even tot welk wapen of welken dienst hij eerst was aangewezen.

» De wederoproepingen onder de wapens worden bepaald als volgt :

1<sup>o</sup> Twee wederoproepingen van te zamen zes weken, volgens de onderrichtingen van den Minister van Landsverdediging, terwijl de militieplichtigen tot het eerste en tot het tweede leger behooren ;

2<sup>o</sup> Voor de eigenlijke legertroepen (legerartillerie, overseiningstroepen, verkeerstroepen, luchtvaart, pontonniers, strijdagens, enz.), evenals voor de troepen van den geneeskundigen dienst, den intendantedienst, het groot veldpark en voor de bij de troepenkorpsen ingedeelde hulpmansschappen, zijn de militieplichtigen, in den loop der eerste tien jaren, gehouden tot een zeker aantal

wederoproepingen, waarvan de geheele duur den duur, bij bovenstaande n° 1° bepaald, niet overschrijdt ;

3° De militieplichtigen, candidaat-reserveofficieren, zijn gehouden tot wederoproeping van een gezamenlijken duur van zes maanden. »

Zoo streeft artikel 2 van het ontwerp er naar, de bepalingen te wijzigen van de bestaande wet tot regeling van :

- a) Den duur van den eigenlijken actieven dienstdtijd ;
- b) De wederoproeping.

*a) Duur van den actieven dienstdtijd.*

De Regeering is van gevoelen « dat voor de infanterie en de daarmee gelijkgestelde eenheden, en zonder afbreuk te doen aan de structuursterkte zelf van het leger, de tien-maandendienst terug mag ingevoerd worden, die, naar ieders weten, van kort na den wapenstilstand tot aan de Ruhrbezetting in België gold ».

Derhalve stelt zij voor « den termijn van den werkelijken dienst bij de infanterie, bij sommige fietseenheden, bij het automobielervervoerkorps, bij de mitrailleurse-kanon-auto's en de door auto's getrokken artillerie op tien maand terug te brengen ».

De Kamer zal zich herinneren dat het door de Regeering aangevoerd antecedent werkelijk bestaat. Inderdaad, de wet van 30 December 1923, komende na die, krachtens welke de duur van den dienstdtijd voor vele militieplichtigen op vier maanden teruggebracht was, heeft den duur van den actieven dienstdtijd, wat betreft de militieplichtigen van 1918, 1919, 1920, 1921 en 1922, op tien maanden voor de infanterie bepaald.

Er wordt aangevoerd dat dit slechts een tijdelijke maatregel was die op geenerlei wijze vooruitliep op den maatregel die later moest voorgesteld worden ten einde ons militair statuut te vestigen. Wij zijn het daarover eens. Maar al was hij ook tijdelijk, die maatregel heeft bewezen dat de tien-maandendienst aannemelijk is. Hij werd bovendien toegepast op vijf militieklassen en kon dus niet beschouwd worden als eene eenvoudige proefneming. Er moet ook opgemerkt worden dat hij aangenomen werd toen de oplossing van de buitenslandsche moeilijkheden zich slechts op zeer onduidelijke wijze afteekende.

Het ontwerp dat wij onderzoeken kan ten andere niet beschouwd worden als de definitieve oplossing van het vraagstuk betreffende den duur van den dienstdtijd.

Men werpt ook tegen, dat deze verkorting van den dienstdtijd begeleid werd door eene reeks maatregelen die bestemd zijn om de nuttige rendeeing van de ingelijfde klassen te verzekeren : de afschaffing van de zoogenaamde bevoorrechte categorieën, de verkorting van den duur van den verloftijd en het volledigste gebruik van den in het leger doorgebrachten tijd tot het verstrekken van de militaire opleiding aan de soldaten. Dit is zeer waar. Doch, deze maatregelen zijn tot hiertoe niet afgeschaft en in het voorgelegde wetsontwerp is van die afschaffing geen sprake.

Het voorstel van de Regeering betreffende den dienstdtijd der infanterie is ongeveer hetzelfde als het ontwerp dat de heer Devèze, toenmaals Minister van Landsverdediging, op 16 November 1922 indiende; de heer Devèze was ook een der vaders van de wet van 30 December 1920 tot invoering van de tien-maanden-

dienst. Zie hier de tekst van artikel 54 van het wetsontwerp op de werving, ingediend op 16 November 1922 door de heeren Ministers Berryer en Devèze :

Art. 54.

« a) . . . . .  
 » b) . . . . . de duur van den actieven dienstdienst is vastgesteld als volgt :  
 » . . . . . Tien maanden voor de infanterie, de jagers-wielrijders, de mitrailleur-kanon-auto's der cavalerie, de leger-artillerie, met uitzondering van de luchtweertartillerie, het automobielverweerkorps. »

Dit ontwerp ging zelfs verder dan dat van de huidige Regeering, vermits het slechts acht maanden dienst voorstelde voor de troepen van den gezondheidsdienst en van den intendancedienst, het groot oorlogspark, en voor de hulp-dienstroepen die bij de regimenten gevoegd zijn.

In den loop van de bespreking van het ontwerp van 16 November 1922 (Kamervergadering van 29 Mei 1923, amendement n<sup>o</sup> 311) stelde Minister Devèze bij wege van amendement voor, den duur van den dienstdienst te brengen van tien op veertien maanden zoolang het leger zou belast worden met politie-, bewakings- of bezettings-diensten buiten het landsgebied.

Ter vergadering van 3 Juli 1923 (amendement n<sup>o</sup> 359) wijzigde hij zijn eerste ontwerp en bracht hij, bij artikel 3, den duur van den dienstdienst op twaalf maanden voor de infanterie en op dertien maanden voor de cavalerie, enz.; hij verwezenlijkte bovendien het principie van zijn amendement van 29 Mei 1923, door dezen duur van den dienstdienst te verlengen met twee maanden.

De tekst zelf van dit amendement, de uitleggingen, door den heer Devèze dienaangaande verstrekt, de wijzigingen in het vroeger ontwerp, en, ten slotte, de daaropvolgende besprekingen hebben bewezen dat de tien-maandendienst slechts « in den steek » werd gelaten, omdat ons leger de Ruhr had bezet en de veiligheid van onze troepen, volgens het advies van de legerhoofden, door een verlengden dienstdienst moest verzekerd worden.

Eene andere tegenwerping was, dat de heer Devèze slechts onder zekere voorwaarden een dienstdienst van tien maanden had voorgesteld. Maar, zooals de Eerste Minister het zeer juist deed opmerken ter vergadering van 2 Februari l. l., « het spreekt vanzelf dat, binnen het tijdsverloop van twee tot drie maanden dat de aanneming en het van kracht worden van de wet van 1923 scheidde van het onder de wapens komen van de klasse van 1923, was het niet mogelijk deze reeks voorwaarden te verwezenlijken ».

Een dezer voorwaarden is de inlijving vóór den vastgestellten tijd. Welnu voor de klasse van 1923 kon alvast geen sprake zijn van deze nieuwigheid, die, volgens Generaal Gillain, voorbarig was zoolang de leergangen voor lichamelijke opleiding niet gedurende een zeker aantal jaren in werking gesteld waren. (Verslag in den Senaat.)

Tijdens eene bespreking, die onlangs plaatsgreep, was er veel sprake van het advies van den vroegeren Minister van Landsverdediging, Generaal Kestens, aangaande de mogelijkheid van den tien-maandendienst. Dit advies is voluit opgenomen in de *Handelingen van de Kamer* van Maandag 28 December 1925.

» Ik kan van nu af aankondigen, zei Minister Kestens, dat het wetsontwerp in hoofdzaak den dienstdienst, die tot grondslag dient, op tien maand zal terugbrengen.

De dienstdienst die tot grondslag dient is die welke toepasselijk is op de eenheden waar geen doorslaggevende reden bestaat om een langeren dienstdienst te vragen, zoo als namelijk de infanterie, de wielrijders, de automobielenkorpsen. »

Men heeft gezegd dat Generaal Kestens den tien-maandendiensttijd van de hand wees zonder eene vóór-inlijving van twee maanden voor al die welke niet lichamelijk voorbereid zijn. Daarop antwoordt men echter, dat hij den tien-maandendienst aannam van de klasse 1926 af, terwijl hij wel weten moest dat de toepassing van de vóór-inlijving op die klasse ontzaglijke moeilijkheden opleverde en zelfs onmogelijk was. Inderdaad, toen het wetsontwerp van Minister Kestens aangekondigd werd, waren de wervingsbureelen volop aan het werk voor de inlijving. Het onderzoek der militieplichtigen van de nieuwe lichting eindigde trouwens op 31 Januari 1926.

Het examen voor lichamelijke opvoeding aan de militieplichtigen opgelegd moet op normale, logische wijze plaats grijpen wanneer zij voor het wervingsbureau verschijnen. Wat het stelsel van de vóór-inlijving zelf betreft, men leze de meening van Generaal Gillain, hierboven vermeld.

\*  
\* \*

Het wetsontwerp behoudt den twaalf-maandendiensttijd voor de technische wapenen alsook voor de militieplichtigen die alleen voor de hulpdiensten geschikt zijn, en den dertien-maandendiensttijd voor de bereden troepen.

Op aanvraag van verscheidene leden, heeft uwe Commissie om uitleggingen bij de Regeering verzocht.

Zie hier de vragen die wij gesteld hebben en de toegekomen antwoorden :

#### Vraag.

*N<sup>r</sup> 4<sup>e</sup> van artikel 2 van het ontwerp voorziet een dienst van twaalf maanden voor de miliciens enkel geschikt voor den hulpdienst. Is de militaire overheid het er mede eens, dat de militaire opleiding van deze miliciens niet een dienst van 12 maanden vereischt? Zoo ja, is een twaalf-maandendienst onontbeerlijk om die miliciens bekwaam te maken voor de hun opgelegde taken? Welke zijn die taken? Kan hun aanblijven niet verzekerd worden door een tien-maandendienst, zooals dit vroeger door sommige militiewetten werd voorzien?*

#### Antwoord.

De militaire opleiding der hulpdiensten vereischt geen duur van twaalf maanden; deze zeer korte opleiding duurt ten hoogste zes weken.

Een dienst van twaalf maanden is niet onontbeerlijk om de hulpdiensten op de hoogte te stellen voor de hun toevertrouwde taken. Evenals de overige gebezigde militairen, worden de hulpdiensten niet aan een betrekking gehecht om zich op de hoogte van die betrekking te stellen, maar wel om de werkelijke uitoefening van die betrekking mogelijk te maken.

De meeste betrekkingen moeten heel het jaar door werken : hospitalen, bakkerijen, slachterijen, depots en parken van kleergoed en materieel, aanmaak-inrichtingen, bureelen, territoriale diensten, onderhoud der paarden, enz.

Indien de aan de hulpdiensten opgelegde diensttermijn op 12 maand was bepaald, zouden de betrekkingen, tijdens de tijdruimte noodig om de twaalf maanden te volmaken :

1<sup>o</sup> Moeten verzekerd worden door geschikten te nemen bij de instructie-

eenheden, tot groot nadeel van dezen, ook tot nadeel van de militaire opleiding der betrokken geschikten ;

2<sup>o</sup> Moeten verzekerd worden door burgers, hetgeen zeer duur zou kosten.

\*  
v \*

Het getal *onvermijdbare* betrekkingen in de huidige legerorganisatie bedraagt ongeveer 11,000, te verdeelen als volgt :

Vooreerst, *sommige diensten* slopen talrijke miliciens op welke grootendeels afgenomen worden op degenen die uitsluitend geschikt zijn voor de hulp-diensten. Te weten :

|                                            |       |
|--------------------------------------------|-------|
| Gezondheidsdienst . . . . .                | 1,300 |
| Intendance . . . . .                       | 750   |
| Groot legerpark . . . . .                  | 600   |
| Fabricatie inrichting. . . . .             | 360   |
| Wapenschool (bestendige groepen) . . . . . | 350   |
| Park van de leger-genie. . . . .           | 60    |
| TE ZAMEN. . . . .                          | 3,420 |

Vervolgens, zijn er, *buiten korps*, bedienden noodig om de diensten der bureelen, depots, remonte-depots, Ministerie, enz., te verzekeren.

Eindelijk, in de *troepenkorpsen zelf*, zijn insgelijks een zeker aantal bedienden noodzakelijk.

Ziehier, bij voorbeeld, voor een infanterie-regiment, het getal bedienden die strikt noodzakelijk zijn wanneer het contingent volledig is :

|                                                  |     |
|--------------------------------------------------|-----|
| Kantinier . . . . .                              | 1   |
| Troepen-koks . . . . .                           | 6   |
| Koks-onderofficieren . . . . .                   | 3   |
| Koks-officieren. . . . .                         | 3   |
| Bedienden der econooms. . . . .                  | 3   |
| Eetzaal-wachters . . . . .                       | 26  |
| Dieners voor de officiers-mess . . . . .         | 3   |
| Dieners voor de onderofficiers-mess . . . . .    | 3   |
| Bediende voor de trekking der dagorden . . . . . | 1   |
| Planton. . . . .                                 | 1   |
| Kazerneeringsbedienden . . . . .                 | 6   |
| Kapper . . . . .                                 | 1   |
| Tijdelijke bedienden . . . . .                   | 8   |
| Schoenmakers . . . . .                           | 8   |
| Kleermakers . . . . .                            | 8   |
| Bedienden voor park en depot . . . . .           | 12  |
| Ordonnansen voor bereden officieren . . . . .    | 7   |
| TE ZAMEN. . . . .                                | 100 |

Vraag.

*Wordt en een bijzondere geschiktheid vereischt van de miliciens aangewezen voor den intendance-dienst?*

*Voorzag het ontwerp-Derèze niet een acht-maandendienst voor die miliciens?*

*Hoe kan men het voorstel rechtvaardigen, omtrent deze miliciens, in het wetsontwerp gedaan?*

**Antwoord.**

Er worden geen bijzondere geschiktheden geëischt van de miliciens voor den intendance-dienst aangewezen, behalve voor de bakkers, de slagers, de maalders en de werklieden in de schoenen- en kleederfabrieken te Tielt en Roeselaere; de overige bekleeden allerlei niet gespecialiseerde betrekkingen in de bakkerijen, slagerijen, voedermagazijnen, slaapstermagazijnen, magazijnen voor kleine eetwaren, magazijnen voor bevrozen vleesch, *welke diensten onafgebroken heel het jaar door moeten werken.*

Er valt te bemerken dat iedere dienst, welke onafgebroken heel het jaar door moet werken, de bestendige aanwezigheid van de manschappen vereischt gedurende ten minste twaalf maanden, iedere vermindering van dezen termijn zou een verhooging vergen van het contingent bestemd voor den intendance-dienst, af te nemen op de strijdende troepen.

Het ontwerp-Devèze voorzag, inderdaad, een dienst van 8 maanden voor de bovenbedoelde soort van miliciens. De Memorie van Toelichting van dit wetsontwerp zegt, omtrent de redenen voor den korten duur van dien termijn, het volgende :

« De alleen voor de hulpdiensten geschikt bevonden mannen zijn aan dezelfde verplichtingen onderworpen, wat de wederoproeping betrefte; deze laatste zijn noodzakelijk om het gebrek aan manschappen te verhelpen waarin de infanterie-korpsen, ieder jaar, twee maanden lang zullen verkeeren, en in heele gewesten, terwijl de troepen uit de garnizoenen van die gewesten in 't kamp vertoeven.

» Gedurende dien tijd is het volstrekt noodzakelijk de algemeene diensten te blijven verzekeren; daarmede zullen de wederopgeroepen hulpstroepen belast worden. »

Doch de vermindering op 8 maanden van den diensttermijn opgelegd aan de miliciens van de intendance-diensten zou de noodzakelijkheid na zich slepen van jaarlijks aan dien dienst 3,000 miliciens te besteden in plaats van 1,500 welke hij op dit oogenblik blijvend noodig heeft.

**Vraag.**

*Is het juist dat de miliciens, gehecht aan den dienst der stormwagens, aldaar voor geen enkel technisch werk worden gebruikt, en is het niet mogelijk voor hen den dienst van 10 maanden voor te stellen?*

**Antwoord.**

Ten nitzondering van de eerste maand aanwezigheid onder de wapens, besteed aan de militaire opleiding, ontvangen de miliciens in het regiment der stormwapens ingelijfd, een om zoo te zeggen uitsluitend technische opleiding, gedurende gansch den duur van hun actieven dienst.

Deze opleiding omvat :

a) *De school van den wagen-mecaniciën :*

De auto-techniek (theorie en practijk) met inbegrip van de methodische opsporing der « panne's ».

*De studie van den stormwagen :* Opsomming, werking, kenmerken, onderhoud, allerlei zorgen.

*De opleiding van de panne-herstellers :* Uitsluitend practische opleiding welke voor doel heeft ieder man in staat te stellen een onklaar geworden wagen weer klaar te maken (panne-herstelling op het slagveld).

*Aanwending van het materieel.**De regelingen.*

De gebruikelijke verstellingen die tot de bevoegdheid behooren van een wagen-mecaniciën, in vreedstijd en op het slagveld.

*b) Het besturen van den wagen :*

*Persoonlijke opleiding :* Besturen op effen en op oneffen terrein, panneherstelling op het terrein, opsporing van operatiepunten en operatiewegen.

*Gezamenlijke opleiding :* Bewegingen van de wagenafdeeling.

*Gerechts oefeningen.*

Onverminderd deze opleiding, welke den meesten tijd innemen van de aanwezigheid onder de wapens, ontvangen onze miliciens :

a) *De africhting voor het schieten.* — Al de manschappen ontvangen de schiet-africhting met de pistool, de mitrailleuse en het kanon 37 mm.

b) *De tactische africhting*, onontbeerlijk om te vechten in verbinding met de infanterie (bij gebrek van tijd, is het niet mogelijk aan die africhting de gewenschte uitbreiding te geven).

*c) Oefeningen van opstijging op bijwagens.*

De gegradeerde kandidaten (miliciens) ontvangen, daarenboven, de opleiding tot wagenleiden. Een zeker getal miliciens, een veertigtal per contingent, ontvangen niet een zoo volledige africhting als hierboven is aangeduid. Het zijn :

*a) De bestuurders van tractoren met bijwagen-wagenhouder.*

Na zes maanden dienst, gaan die manschappen over naar de vervoersectie en ontvangen aldaar de africhting van tractor-bestuurder.

b) *De werklieden.* — Na vier maanden dienst, gaan zij over tot de werklieden-compagnie, waar zij het technisch werk verrichten, in den enkelen zin welke de Commissie alleen schijnt te beoogen.

c) De manschappen die enkel geschikt zijn voor den hulpdienst worden behandeld volgens het voor de militairen dezer categorie vastgesteld gemeenschappelijk regiem.

Kortom, het overwegend deel van het onderrichtprogramma van het S. W.-regiment bedraagt slechts technisch werk.

De toepassing van dit minimum-onderrichtprogramma, voor de manschappen van de stormwagens, laat geen mogelijkheid over tot inkrimping van den diensttijd voor de miliciens bij de S. W., de tegenwoordige diensttijd is ternauwernood voldoende,

zoo men wil overwegen dat de soldaat bij de stormwagens pas werkelijk gedrild is nadat hij heeft doorgemaakt :

het instructietijdperk als recruit van ten minste vier maand (leertijd);

het tijdperk van vier maand om zijn eerste onderricht te versterken, gedurende hetwelk de schietperiode kan vallen;

het tijdperk van volmaking van vier maand (overloopen van de beide vorige tijdperken) dat meer in het bijzonder en op meer uitgebreide wijze de oefeningen met het materieel bedraagt, het werk in aansluiting met de infanterie, het gevecht en de detachering bij de oefeningen der L. K. en de opleiding der herstellende van onklare motoren.

*Vraag.*

*Is het waar dat de overgrootste meerderheid der miliciens aangewezen voor de luchtvaart feitelijk enkel sjouwerswerk verrichten en na vier jaar dienst naar de infanterie overgaan?*

*Zou men hun in die voorwaarden geen dienstdtijd van 10 maand kunnen opleggen?*

**Antwoord.**

Op 1,450 miliciens, die elk jaar vóór de militaire luchtvaart worden aangewezen, zijn er :

887 ten minste die een bepaalde specialiteit beoefenen en die bij de militaire luchtvaart slechts worden toegelaten na afleggen van een beroepsproef;

563 ten hoogste die geen bepaald beroep uitoefenen en door de wervingskantoren worden aangewezen zonder tusschenkomst van de militaire luchtvaart.

Het is juist dat de miliciens van de luchtvaart na vier jaar overgaan naar de infanterie. Dit geschiedde in 1920 en 1921, om te vermijden dat, door de jaarlijksche inlijving van een dubbel contingent, het militaire luchtvaartwezen op zijne stamboeken een getalsterkte zou behouden die niet met zijne behoeften strookt.

Vanaf de klas 1920, blijven al de miliciens normaal opgeschreven in de stamboeken van het militaire luchtvaartwezen tot aan de 15<sup>e</sup> klas.

Zoo het juist is dat 563 miliciens gebezigd worden als sjouwers, toch is het onjuist te meenen dat het onderwijs dezer militairen niets meer zou bedragen dan het elementaire militaire onderwijs. Het zijn deze militairen die de vliegtuigen onderhouden, ze voorzien van benzine, olie en water, de motoren plaatsen en wegnemen, de vliegtuigen van den grond oplichten (men moet weten waar elke type moet worden opgetild om geen gevaarlijke misvormingen te doen ontstaan), die de veldloodsen op- en afbouwen en die bij de luchtscheepvaart den ballon hanteeren die, eens buiten de loods, behalve de ploeg aan de windas, 48 man vergt. Deze 563 miliciens ontvangen onderwijs op luchtvaartgebied.

Tot op 10 maand den dienst dezer miliciens beperken, zou hunne rendceering verminderen, die bestendig moet zijn vermits men het heele jaar vliegt en opstijgt en, zoo de zaak van nit het standpunt van het onderwijs kon worden beschouwd, dan ware het enkel op voorwaarde dat de getalsterkte werd verhoogd, zoodat men gedurende den ganschen Zomer (1 Maart tot 30 October) zou kunnen beschikken over een aantal gedrilde manschappen, dat gelijk zou staan met de tegenwoordige getalsterkte, onder dewelke het onmogelijk is te dalen op gevaar het onderwijs, de veiligheid van het personeel en de bedrijfskosten van onze luchtmiddelen te benadeelen.

**Vraag.**

*Zou men een dienstdtijd van 12 maand moeten opleggen aan de miliciens bij de Spoorwegtroepen, zoo deze miliciens allen vakmannen waren?*

**Antwoord.**

Zelfs zoo al de miliciens, bij de Spoorwegtroepen ingedeeld, *geschoolde* vakmannen waren, zou men hun 12 maand dienst moeten opleggen; het S. W. R. moet inderdaad op bestendige wijze den dienst (exploitatie, trekdienst en onderhoud) waarnemen van de 0.60-sporen in de kampen van Brasschaet, Beverloo en Elsenborn, alsook den dienst van de normaal-sporen die de burgerlijke statie Cappellen verbinden met het kamp van Brasschaet; het moet ook met zijn volledig personeel zorgen voor het onderhoud en de herstelling der motoren (met stoom en met benzine), der werktuigmachines en der uitrusting. Met eene enkele inlijving en 12 maand dienst of minder, kunnen deze bestendige verrichtingen niet worden uitgevoerd, vermits de eerste 2 maanden, na het binnenkomen van de recruten onder de wapens, in beginsel worden besteed aan het militair onderwijs. Met het stelsel der dubbele inlijving, zouden deze bestendige

werken des te minder kunnen worden uitgevoerd daar de duur van den dienstdtijd beneden 12 maand zou blijven.

Op te merken valt dat het stoffelijk onmogelijk is aan het S. W. R. klassen te verstrekken die uitsluitend zouden bestaan uit *geschoolde* vakmannen, vooral wat betreft de wegwerkers en de machinisten (beroepen waarvan er onderscheidenlijk 313 en 75 miliciens op een contingent van 670 worden gevraagd).

Het aantal *wegverkers* bij de Belgische Spoorwegen, die elk jaar bij het S. W. R. worden ingelijfd, is steeds lager dan hoogerbedoeld theoretisch cijfer; wij zijn dus noodzakelijk verplicht het onderriicht van wegwerker te geven aan miliciens die andere beroepen uitoefenen.

Bovendien, kunnen de Belgische Spoorwegen, ter vervanging van *machinisten*, slechts *stokers* leveren, die wij tot *militaire machinisten* opleiden; bij het Belgisch Spoorwegbeheer worden de stokers pas tot machinist bevorderd na een tamelijk langen dienstdtijd. De stokers van de Belgische Spoorwegen, die wij als miliciens ontvangen, worden pas *militaire machinisten* na 17 weken en 10 dagen (zegge : 4 weken zuiver militair onderriicht; 13 weken opleiding tot machinist gedurende dewelke de militaire opleiding wordt aangevuld, en ten slotte 10 dagen proeftijd in de werkplaatsen). Zoo men er mede rekening houdt dat de militairen, gedetacheerd in de exploitatiën, in hun garnizoen moeten terugkeeren 2 weken vóór hun vertrek met onbepaald verlof, dan komt men tot de gevolgtrekking dat met 12 maandendienst, het stelsel der dubbele inlijving, met 6 maand tusschenruimte, slechts iets meer dan 5 weken vrijlaat voor het overgeven van den trekdienst in de exploitaties, wat als een minimum mag gelden.

#### Vraag.

*Waarom 13 maand dienst te willen opleggen aan de manschappen van de paardenvoerkorpsen, alswanneer voor hen vroeger 12 maand werd voorzien?*

#### Antwoord.

Onder het stelsel der samengeordende militiewetten (1913), bedroeg de werkelijke dienstdtijd voor het voerkorps 21 maand.

Onder het stelsel der militiewet van 30 December 1920, toepasselijk op de klassen 1918, 1919, 1920, 1921 en 1922, werd de werkelijke dienstdtijd voor de miliciens van het paardenvoerkorps bepaald op twaalf maand.

Op te merken valt dat, onder het stelsel dezer wet, *twee klassen* per jaar moesten worden ingelijfd met zes maand tusschenruimte. Op te merken valt ook dat de getalsterkte der klassen 1920, 1921 en 1922 onderscheidenlijk bedroeg 64,000, 65,000 en 62,000 man. Deze hooge effectieven, evenals het gelijktijdig dienen van twee klassen per jaar, lieten toe dat het voerkorps zijne taak met twaalf maand dienst kon vervullen, behalve, wat betreft het tijdperk van December 1922 tot Juni 1923, werd de getalsterkte onder de wapens tamelijk fel verminderd. Alsdan was het V. K. in de onmogelijkheid zijne taak te vervullen; daarin moest worden voorzien door andere korpsen, waarvan een deel van den trein en van het personeel het vervoer moest waarnemen tot schade voor het onderriicht.

De Roerbezetting, in Januari 1923, was vooral bedenkelijk voor het V. K. (evenals voor andere wapens); het vereischte kleine detachement kon ternauwernood worden samengesteld door middel van afnemingen van al de V. K. van België.

Derhalve voorzien het ontwerp van militiewet van den heer Devèze en de tegenwoordige militiewet een dienstdtijd van 13 maand voor het V. K. met paarden, zoodat, bij de inlijving, de miliciens van twee klassen een maand gelijktijdig dienen.

De dienst dien het V. K. moet waarnemen is bestendig en loopt over het

geheele jaar; veel vervoermiddelen worden dagelijks in al de garnizoenen aangevraagd, zoowel voor de inrichtingen en diensten als voor de troepen.

De getalsterkte van het V. K. werd bovendien tot een streng minimum herleid.

#### Vraag.

*Is het volstrekt noodzakelijk een diensttijd van dertien maand op te leggen aan de miliciens aangewezen voor de scholen voor reserve-onderluitenanten, als wanneer de militaire opleiding dezer jongelieden intensief is en dat zij allen middelbare, normale of hoogere studien hebben gedaan. (Waarom den tegenwoordigen tekst der wet niet te behouden? Art. 52, litt. c.)*

#### Antwoord.

Dertien maand dienst worden slechts in het vooruitzicht gesteld voor de kandidaten reserve-onderluitenant der bereden wapens.

Deze duur moet behouden blijven en wel omdat :

1<sup>o</sup> 12 maand beschouwd worden als het noodzakelijk minimum voor de opleiding van een reserve-onderluitenant bij een *niet bereden wapen* (1 Gn. Lucht-doelartillerie).

Het is niet overdreven een maand meer te vergen voor het aanleeren van het paardrijden, de kennis van het paard en de vakken in verband met de rijkunst; 13 maand zijn dus onmisbaar om een reserve-onderluitenant bij een bereden wapen op te leiden.

2<sup>o</sup> De duur der lessen tot opleiding der jonge onderluitenanten bij het *actieve leger*, bedraagt, voor de bereden wapens, 10 maand, en slechts 8 maand voor de onderluitenanten bij de niet bereden wapens. Voor de reserve-onderluitenanten vergenoegt men zich met 1 maand in plaats van 2 bijkomende maanden.

3<sup>o</sup> De miliciens bij de bereden wapens ingelijfd, doen 13 maand dienst; de besten onder hen worden speciaal opgeleid tot reserve-onderofficier; het ware voor het minst paradoxaal 13 maand te vergen van een toekomstend reserve-onderofficier, en slechts 12 maand van een toekomstend reserve-officier, des te meer daar, onder de miliciens er sommigen zijn die, uit hoofde van hunne studiën, geschikt zijn om naar een School voor Reserve-onderluitenanten te worden gezonden, maar daarin niet werden opgenomen hetzij wijl zij zulks niet verlangden, hetzij wegens overvloed van kandidaten.

4<sup>o</sup> De door de kandidaten-reserve-onderluitenanten vroeger gedane studiën maken het onmiddellijk aanvatten mogelijk van de militaire wetenschappelijke theorieën evenals van de toepassingen van de door hen vroeger doorgemaakte wetenschappelijke cursussen : aldus kan het verblijf in de school tot het minimum worden herleid.

Het onderwijs in die scholen gegeven is zuiver militair en de bijzondere studiën door de belanghebbenden gedaan, zij wezen ingenieur, advocaat, notaris, leeraar, onderwijzer, hebben geen invloed op het programma dat wordt doorgewerkt.

Kortom, op 12 maand moet behouden blijven de diensttijd van een candidaat reserve-onderluitenant bij de niet bereden wapens en op 13 maand die van de kandidaten bij de bereden wapens.

Artikel 52, litt. c, der huidige wet moet in dien zin worden gewijzigd.

\* \* \*

De meerderheid Uwer Commissie liet zich door deze antwoorden niet overtuigen van de noodzakelijkheid den voorgestelden diensttijd toe te passen op sommige hoogerbedeelde categorieën van miliciens. Niettemin is zij geneigd het

ontwerp goed te keuren omdat het enkel van tijdelijken aard is. Zij wil trouwens toegeven dat de miliciens, wien het ontwerp een volgens hare meening overdreven dienstdtijd oplegt, een ernstig voordeel genieten door hunne vrijstelling van de wederoproeping.

*b) Wederoproeping.*

De wet van 1923 bepaalt als volgt de wederoproeping onder de wapens :

1<sup>o</sup> Twee wederoproeping van te zamen zes weken uit te voeren volgens de onderrichtingen van den Minister van Landsverdediging, terwijl de miliciens tot het eerste en tot het tweede leger behooren;

2<sup>o</sup> Voor de eigenlijke legertroepen alsook voor de troepen van den gezondheidsdienst, de intendance, het groot legerpark en voor de manschappen van de hulpdiensten ingedeeld in de legerkorpsen, zijn de miliciens onderworpen aan een zeker getal wederoproeping waarvan de totale duur dien, bepaald bij het 1<sup>o</sup> hierboven, niet mag overschrijden.

Het ontwerp van de Regeering bepaalt dat de miliciens die geschikt bleken voor den gewapenden dienst, met uitzondering van degenen, ingedeeld bij den gezondheidsdienst en de intendance, bij de subsistenten-compagnies vervoerkorpsen met paarden, bij het groot legerpark en bij de aanmaakinrichtingen, onderworpen zijn aan een of meer wederoproeping met een totalen duur van zes weken.

. . .

De Kamer heeft breedvoerig beraadslaagd over de toepassing van dit wetsontwerp op de klas 1925. Derhalve, achten wij het overbodig in dit verslag terug te komen op dit genoeg gekende vraagstuk. Wij bepalen er ons bij hier de vraag over te drukken, die dienaangaande door de Commissie werd gesteld aan den Minister van Landsverdediging, met dezès antwoord :

**Vraag.**

*Hoe zal worden gezorgd voor het onderricht der klas 1925, die beperking van dienstdtijd geniet?*

**Antwoord.**

Vanaf den aanvang van dit jaar, werden bij ministerieel omschrijven, aan de korpsoversten bijzondere onderrichtingen gegeven om het onderricht van de klas 1925 te verzekeren en hare deelneming aan gevecht-, schiet- en legeroefeningen.

**IV**

Het eerste artikel van het wetsontwerp heeft voor doel het doen wegvallen van litt. *b)* van artikel 2 der thans geldende wet dat luidt als volgt :

**Art. 2.**

« *a)* . . . . .

» *b)* Het actieve leger en zijne reserve bestaan uit :

» Een eerste leger, in beginsel samengesteld uit de actieve eenheden van op vredesvoet;

» Een tweede leger, in beginsel samengesteld uit de reserveformaties van op vredesvoet;

» Eene aanvullingsreserve gemeen aan beide legers;

» Hulptroepen. »

Uwe Commissie heeft geen uitspraak willen doen over deze wijziging zonder eerst te zijn ingelicht over haren omvang.

Zij wendde zich dus tot den Minister van Landsverdediging die haar de volgende inlichtingen heeft verstrekt :

#### Antwoord.

Ofschoon het II<sup>e</sup> leger officieel en organiek vermeld stond in de brochure, die de legerinrichting op vredesvoet voor 1923 aangaf, toch heeft het in feiten nooit bestaan.

Het bleek dus gepast het begrip van het II<sup>e</sup> leger te doen verdwijnen uit de herinrichting van het leger, die thans aan den gang is.

De eenheden der eerste reserve werden volledig opgeslorpt door de actieve eenheden, die haar in vredestijd zullen beheeren en bij de mobilisatie zullen samenstellen.

Deze nieuwe maatregel zal voor tastbaar gevolg hebben :

1<sup>o</sup> Dat een meer innig verband zal bestaan tusschen de actieve eenheden en de reserve-eenheden die zij samenstellen;

2<sup>o</sup> Dat sommige kaders o. m. de Staven der reserve-divisies en- regimenten, die nooit voltallig konden werken, zullen worden afgeschaft;

3<sup>o</sup> Dat onze legerinrichting op oorlogsvoet niet zal worden bekendgemaakt in de niet vertrouwelijke brochure betreffende de inrichting op vredesvoet.

Als besluit mag men zeggen, dat het bestaan van het II<sup>e</sup> leger niet te verdedigen is :

1<sup>o</sup> Het is nutteloos, want zijn verdwijning zal enkel voordeelen opleveren bij de mobilisatie;

2<sup>o</sup> Het is kostelijk, want het vergt talrijke kaders (generaals, officieren, onder-officieren) en manschappen die in vredestijd bijna niets te doen hebben;

3<sup>o</sup> Het is gevaarlijk, want het schijnt tusschen de divisies van het actieve leger en die van de reserve een onderscheid te maken dat op hare benutting in oorlogstijd ongunstigen invloed zou kunnen uitoefenen. Feitelijk vormen het I<sup>e</sup> en het II<sup>e</sup> leger slechts een enkel leger, het veldleger;

4<sup>o</sup> Dergelijke inrichting bestaat in geen enkel land en heeft nooit onder dien vorm bestaan.

Na onderzoek van dit antwoord, heeft de meerderheid Uwer Commissie zich aangesloten bij de zienswijze van de Regeering.

## V

Een lid vestigde de aandacht van de bijzondere Commissie op « de groote moeilijkheden ontmoet door de gemeenten en de verschillende besturen van lagere scholen, wanneer onderwijzers, in dienst, onder de wapens worden geroepen en moeten worden vervangen door tijdelijke onderwijzers. Dezen, — zoo verklaarde het lid —, zijn zoo schaarsch dat soms onderwijzeressen les moeten geven in jongensscholen ». Over het algemeen meent men dat er vele gediplomeerde onderwijzers en onderwijzeressen zijn. Voor de onderwijzeressen is dit waar, maar, wat de onderwijzers betreft, als men even het Bestuurlijk Memoriaal

van Februari 1926 wil opslaan, zal men zien dat er in Brabant 59 interimaire onderwijzeressen beschikbaar zijn, tegen 13 onderwijzers; in de provincie Namen, 13 onderwijzeressen tegen 1 onderwijzer; in Oost-Vlaanderen, 24 tegen 4 onderwijzers beschikbaar. Het valt dus te vreezen dat het lager onderwijs veel lijden zal onder deze schaarschte aan interimaire onderwijzers. De vraag gesteld door den heer Melckmans op 24 Februari jongstleden (n<sup>o</sup> 73), lokte vanwege den Minister een antwoord uit dat een acute crisis doet voorzien.

Dit lid der Bijzondere Commissie vroeg zich af « of, in het welbegrepen belang van de jeugd, men niet goed zou doen na te gaan, of het niet noodig nocht zijn andermaal voor de onderwijzers, die sedert ten minste een jaar in dienst zijn, de overgangsbepalingen in te voeren van artikel 85, litt. c, van de militiewet. »

## VI

De bepalingen van artikel 87 der militiewet, krachtens dewelke de duur van den actieven dienstdtijd twee maand kan worden verlengd, « tot dat de uitzonderlijke dwangmaatregelen thans in niet bezet Duitschland toegepast, worden ingetrokken », werden nooit toegepast dan op de klas 1923.

Sedert twee jaar zijn zij dus virtueel ingetrokken.

Derhalve, stelt Uwe Commissie U voor ook bedoeld artikel te doen wegvallen.

Het ontwerp in zijn geheel werd aangenomen met 12 tegen 3 stemmen.

*De Verslaggever,*

H. MARCK.

Voor den Voorzitter :

*De Onder-Voorzitter,*

E. BERLOZ.